

La candidature de Zemmour prend une mauvaise tournure

PAR LUCIE DELAPORTE

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 1 DÉCEMBRE 2021



Photomontage de captures d'écran de la candidature d'Éric Zemmour sur YouTube, le 30 novembre 2021.

L'ancien éditorialiste de CNews et du Figaro a officialisé, mardi, sa candidature à l'élection présidentielle dans un clip reprenant toutes ses obsessions identitaires. Sur le terrain, sa campagne est devenue particulièrement compliquée.

Rompant un suspense qui n'en était plus un depuis des mois, Éric Zemmour a officialisé sa candidature à l'élection présidentielle, ce mardi 30 novembre, dans une vidéo d'une dizaine de minutes diffusée sur sa chaîne YouTube.

Devant une bibliothèque remplie de livres anciens et face à un micro rétro, une mise en scène singeant jusqu'à la caricature les images du général de Gaulle à Londres, le polémiste, **qui s'est pourtant distingué par sa tentative de réhabilitation de Pétain**, y lit un discours reprenant pêle-mêle toutes ses obsessions sur l'immigration et le déclin de la France.

Écouter cet article

«Vous me connaissez depuis des années. Vous savez ce que je dis, ce que je diagnostique. Je me suis longtemps contenté du rôle de journaliste, d'écrivain, de Cassandra, de lanceur d'alerte. Je croyais alors qu'un politicien allait s'emparer du flambeau que je lui transmettais. Je me disais : "À chacun son métier, à chacun son rôle, à chacun son combat." Je suis revenu de cette illusion», avance-t-il pour justifier son entrée en politique.

Décrivant une fois de plus une France au bord du gouffre— des images de violences urbaines défilant avec en toile de fond la 7^e symphonie de Beethoven—, il a longuement regretté la France de Jeanne d'Arc ou de Napoléon, des « *chevaliers* » et des « *gentes dames* », a-t-il égrené, lui que **plusieurs femmes accusent de violences sexuelles, comme Mediapart l'avait révélé en avril dernier.**

Dans ce clip sépia, plusieurs images ont été utilisées sans l'autorisation de leurs auteurs, comme l'ont relevé les confrères du site Les Jours. Preuve d'un amateurisme de l'équipe de campagne qui pourrait coûter cher au candidat, Gaumont a annoncé étudier les suites judiciaires n'ayant pas été consulté pour la diffusion d'images du film *Jeanne d'Arc* et *Un singe en hiver*, tandis que France 24 a affirmé « *s'opposer par principe à l'utilisation de ses images et de son logo dans tout clip de campagne politique* ». Le chanteur woodkid a aussi annoncé qu'il porterait plainte pour l'utilisation sans son accord de sa musique.

Dans ce court clip de propagande, qui semble donc improvisé dans un décor de carton pâte, l'angoisse du «grand remplacement», la théorie raciste popularisée par Renaud Camus, sert de fil rouge au polémiste, condamné par deux fois pour incitation à la haine raciale.

«Il n'est plus temps de réformer la France, mais de la sauver. C'est pourquoi j'ai décidé de me présenter à l'élection présidentielle», déclare-t-il. *«Nous ne nous laisserons pas dominer, vassaliser,*

conquérir, coloniser. [...] Nous ne nous laisserons pas remplacer», affirme-t-il aussi, en écho à son discours haineux de la Convention de la droite il y a deux ans.



Photomontage de captures d'écran de la candidature d'Éric Zemmour sur YouTube, le 30 novembre 2021.

Alors que le processus de désignation du candidat des Républicains doit s'achever samedi 4 décembre, Éric Zemmour a choisi d'officialiser sa candidature cette semaine afin de court-circuiter l'agenda de la droite, lui qui espère autant siphonner l'électorat LR que celui du RN.

Cette opportune déclaration lui permettra de tenir, ce dimanche, son premier meeting en tant que candidat au Zénith de Paris, une salle de près de 7000 places, que son entourage annonce déjà comble.

Cet événement public— qui se fera sous très haute protection policière - doit aussi faire oublier les images désastreuses de ces derniers jours, notamment celles de sa visite ratée à Marseille.

Après un départ en fanfare, et portée par une certaine hystérie médiatique, la pré-campagne du polémiste, sous le prétexte de la promotion de son dernier livre *La France n'a pas dit son dernier mot* (Rubempré, 2021), est en train de sérieusement s'enliser.

Pour l'habitué des plateaux de CNews, et d'une campagne menée jusque-là **en grande partie sur les réseaux sociaux**, l'épreuve du terrain s'est avérée plus difficile que prévu.

Le week-end dernier, sa déambulation pour aller à la rencontre des habitants du quartier du Panier, à Marseille, s'est faite sous les insultes de ses opposants et devant les rideaux ostensiblement baissés des commerçants. Brutalement écourtée, elle s'est terminée de manière catastrophique par un échange de doigts d'honneur avec une passante, immortalisé par un photographe de l'AFP.

Quelques jours plus tôt, ses déplacements à Genève et Londres, qui étaient pourtant censés asseoir la stature internationale du candidat, ont eux aussi tourné au fiasco. Pour sa **venue** à Londres les 19 et 20 novembre, le maire travailliste Sadiq Khan s'était fendu d'une déclaration publique affirmant que *«toute personne voulant diviser nos communautés et inciter à la haine contre des personnes en raison de leur couleur de peau ou de leur croyance n'est pas la bienvenue»*.

La veille de son arrivée, l'équipe de Zemmour apprenait que la salle réservée depuis des semaines, la Royal Institution, proche du Parlement de Westminster, ne lui serait pas attribuée après que les responsables se furent renseignés sur le personnage. Le polémiste a donc dû se contenter d'une modeste salle dans un hôtel Ibis de la capitale, sans parvenir non plus à organiser une rencontre, initialement envisagée, avec le populiste Nigel Farage.

Pour celui qui revendique s'inspirer de la campagne de Macron, lequel s'était rendu dans la capitale britannique en février 2017 et avait tenu meeting dans le Central Hall pratiquement face à Westminster en rencontrant Theresa May, la comparaison est forcément cruelle.

Sur mediapart.fr, un objet graphique est disponible à cet endroit.

Juste après cet affront, c'est Genève, en Suisse, qui lui a signifié qu'il n'était, à nouveau, pas le bienvenu en raison de ses idées extrémistes. La maire écologiste Frédérique Perler a ainsi refusé de lui prêter une salle communale, expliquant sur RTS Radio ne pas vouloir se rendre *«complice de la propagation de messages haineux [...] Nous serions en totale contradiction avec les politiques que nous menons et avec les valeurs que nous défendons »*.

Le lieu de la rencontre avec quelque 300 sympathisants, l'hôtel Hilton, aura été tenu secret pour des raisons de sécurité jusqu'au dernier moment, et la presse n'était pas présente. Une campagne quasi clandestine.

Depuis le mois d'octobre, ses déplacements en France n'ont guère été plus sereins.

En Corse, le 9 octobre dernier, faute de salle convenable, l'ancien journaliste a dû organiser à la hâte un discours en plein air sur le port d'Ajaccio dans des conditions de sécurité «assez compliquées», comme l'admet un membre de son entourage. Des heurts ont éclaté entre militants pro-Zemmour et militants indépendantistes de Core in Fronte.

Fin octobre, sa séance de promotion au Zénith de Nantes a, là encore, provoqué une quasi émeute, avec la présence de plusieurs centaines de manifestants protestant contre la venue du polémiste. À Vannes, faute de salle, la visite de l'essayiste a finalement été annulée par son équipe.

Le déplacement breton de l'auteur du *Suicide français* se fera finalement— après un refus de la maire de Dinard d'accueillir le polémiste - dans la petite commune de Pleurtuit (Ille-et-Vilaine), où Zemmour compte quelques soutiens. Parmi les organisateurs de sa venue, un certain Luc Taché qui, **comme l'avait révélé L'Obs**, est connu localement pour sa fascination pour le régime nazi, lui que plusieurs clichés montrent déguisé en Waffen SS pour des reconstitutions historiques organisées par son association Vent d'Europe.

Début novembre, plutôt que de se risquer à organiser une rencontre à Lyon, Éric Zemmour s'était replié dans la commune de Charvieu-Chavagneux, proche de l'aéroport Lyon-Saint-Exupéry, tenue par le maire Gérard Dézempte, déjà condamné pour provocation à la discrimination raciale en 2011 et provocation à la haine religieuse en 2018. Un repli en territoire conquis, certes, mais qui marquait déjà la difficulté du candidat à élargir son audience au-delà du cercle acquis de l'extrême droite la plus radicale.

Alors qu'une manifestation est prévue ce dimanche contre la venue de l'ancien journaliste du *Figaro* à Paris, à l'appel de la CGT, de Solidaires et de la Jeune Garde antifasciste, ses équipes savent qu'elles risquent gros en termes d'image. « *S'il devait se passer quelque chose à deux stations de métro du Zénith, nous ne pourrions être tenus pour responsables* », prévient d'emblée un responsable de la sécurité de son équipe.

À peine officiellement lancée, et alors que le candidat est loin d'avoir obtenu les 500 signatures de maires indispensables à sa candidature, la campagne d'Éric Zemmour paraît – au-delà de son omniprésence sur les réseaux sociaux et dans les médias - déjà bien entravée.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.